



PROMULGUER N'EST PAS GAGNER !
Mardi 23 novembre,
pour la retraite à 60 ans à taux plein,
pour l'emploi et les salaires,
ENSEMBLE, CONTINUONS !

C'est à la sauvette et en dépit de l'évident rejet de la majorité des français que la loi sur la réforme des retraites a été promulguée à 2 heures du matin, par le président de la République. L'heure choisie vaut avec ! Faut-il que Nicolas Sarkozy ait eu peur de son propre peuple pour procéder de la sorte.

Remaniement ministériel et occupation massive des chaînes de télévision par Nicolas SARKOZY, sont révélateurs de la volonté du gouvernement de poursuivre sa politique du « poing sur la table » faute de pouvoir convaincre, foulant au pied les attentes sociales portées par des millions de salariés, retraités et privés d'emploi depuis des mois.

Medef et gouvernement, d'un même pas, d'une seule voix, après avoir envisagé une pause dans les réformes ou évoqué un « virage social », ont choisi d'accélérer la mise en œuvre d'une société ultralibérale, avec une liquidation des acquis sociaux et un pressurage des familles modestes et des couches moyennes. Avec tous les risques que cela comporte pour notre société.

Tandis que le pays compte 4 millions de chômeurs dont 750 000 seniors (+16 %) et autant de jeunes, l'opulence des actionnaires atteint l'obscène. Pendant que les entreprises du CAC 40 s'assoient sur un matelas de 154 milliards d'euros, font des profits fabuleux, c'est aux salariés qu'on vole deux ans de retraite et auxquels ont fait payer 2 ans de plus de cotisations.

C'est cette logique qui s'applique dans le vote du budget de la Sécurité Sociale avec l'objectif de ramener le déficit public à 6 % en 2011 et 2 % en 2014 sans aucune préoccupation de santé publique ni d'amélioration de l'organisation du système de soins.

C'est cette logique qui s'applique au budget des Finances avec la baisse des dépenses publiques et la suppression de milliers d'emplois de fonctionnaires alliées à l'augmentation des impôts.

C'est cette logique que le gouvernement veut imposer dans les prochains jours avec sa réforme sur la dépendance rendant la CSG obligatoire pour les retraités avec obligation dès 50 ans de souscrire à une assurance privée !

C'est donc peu dire combien une réforme des retraites, économiquement et socialement juste, portée depuis des mois par les salariés, retraités, privés d'emploi et les organisations syndicales, est profondément liée à tous les aspects de la vie sociale et économique de notre pays. En matière d'emploi privé et public, pour l'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux, du pouvoir d'achat, pour des Services Publics qui répondent véritablement aux besoins de la population, d'autres réponses doivent être apportées, notamment par une juste répartition des richesses créées.

Ce sont ces exigences qui seront au cœur de la nouvelle journée de mobilisation unitaire du 23 novembre 2010. L'Union Locale CGT d'Arles, appelle les salariés, retraités et privés d'emploi à y participer, dans les formes d'action qu'ils décideront eux-mêmes y compris la grève.

POUR CONTINUER A PORTER NOS EXIGENCES, NOS REVENDICATIONS

SOYONS NOMBREUX

LE 23 NOVEMBRE 2010 A ARLES

17 H 30 - PLACE DE LA REPUBLIQUE